

Mission des enseignants: pour une prise en compte de toutes les tâches dans le temps de travail

L'existant :

Le service des personnels n'est calculé qu'à partir des heures de cours en face à face pédagogique. Les personnels enseignants relèvent chacun de décrets statutaires spécifiques qui réglementent le décompte de leur temps de travail.

Les nouvelles tâches qui incombent aux personnels enseignants et qui se sont accumulées au fil du temps et des évolutions successives de l'école n'ont jamais été comptabilisées. Elles sont parfois compensées par des allègements d'heures de cours ou reconnues par des indemnités, des HSE, des HSA.

Seuls les professeurs des écoles ont dans leur service une petite part de temps de formation, de réunions et de temps consacré à l'accompagnement personnalisé, mais ils ne perçoivent aucune compensation financière.

Actuellement, la seule référence aux heures de cours dans les statuts ne permet pas la reconnaissance de toutes les tâches accomplies.

Une évolution nécessaire :

Il est urgent de reconnaître toutes les missions que la société demande à tous les enseignants du premier et du second degré. Ces missions doivent faire l'objet d'une évaluation et d'une quantification.

Il est illusoire de vouloir définir de manière exhaustive toutes les tâches, mais il est plus commode de fixer trois catégories :

- *Tout ce qui relève du pédagogique pur* : les cours, la préparation de ceux-ci, l'évaluation des élèves (définition des évaluations, correction), l'accompagnement et l'aide personnalisés, la concertation avec les collègues, l'organisation et la correction des examens...
- *Tout ce qui est en lien avec la pédagogie au sein de l'établissement* : travail en équipe, élaboration du projet d'établissement, participation aux instances (conseils de classe, CA, conseil d'école, conseil pédagogique, CESC, conseil d'enseignement, réunions diverses), missions de coordonnateurs, livret de compétences, relations avec les parents d'élève (RDV, réunions), relations avec les autres membres de la communauté éducative (infirmière, vie scolaire, Cop, assistante sociale), tutorat d'élèves, accompagnement ou formation de jeunes collègues...
- *Tout ce qui est en lien avec l'extérieur de l'école* : relations avec la collectivité locale, projets avec des partenaires extérieurs, voyages scolaires, sorties,...

Il suffit ensuite de fixer une base réglementaire en terme d'heures à effectuer annuellement et de fixer des coefficients en fonction du temps passé à certaines tâches ou à chaque catégorie de tâches. Le décret 200-815 qui fixe à 1607 heures les obligations des fonctionnaires paraît une base réglementaire suffisante.

On peut s'inspirer des pratiques en vigueur dans l'enseignement supérieur : système d'équivalence entre l'heure de cours et le temps consacré aux autres tâches, modulation des services.

En fonction des besoins de l'école ou de l'établissement et des compétences de chacun, la répartition des tâches autres que l'enseignement n'est pas nécessairement la même pour tous au sein de l'équipe pédagogique.

Il faudra évidemment fixer un nombre maximal d'heures pour le face à face pédagogique pur ainsi qu'une limite hebdomadaire à ne pas dépasser. Mais cette organisation souple permet de moduler les services en fonction de la situation des personnels (début ou fin de carrière) et de l'établissement. Elle permet surtout de pouvoir quantifier ce qui, pour l'instant, ne l'est pas. Toutes les tâches pourront ainsi être reconnues et intégrées dans le temps de travail.

De plus, la référence aux obligations communes (1607 heures) accrédiatera aux yeux de l'opinion l'idée que les enseignants ne font pas « que » 15, 18 ou 26 heures de travail hebdomadaire.

Tout cela implique l'ouverture de négociations sur un statut rénové des personnels en rapport avec l'ensemble de leurs missions.